

BURKINA FASO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 274 220 km²

Population : 20,3 millions d'habitants

Densité : 74,1 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,8 %

Part de la population urbaine : 30,0 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 151^e/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 182^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 3,5

Indice compétitivité-prix (Ferdì, 2018) : 74/100

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 3,5 (4,3 pour l'ASS¹)

PIB par habitant (2019) : 774,8 dollars

Taux de croissance (2019) : 5,7 %

Inflation (2019) : - 3,2 %

PIB (2019) : 9514 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)

Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche **23,2**

Services non marchands **22,4**

Commerce, restauration et hôtellerie **13,1**

Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)

Or **66,8**

Coton **12,4**

Zinc **4,8**

¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures



61,2 ans

Espérance de vie



43,8 %

Population sous le seuil de pauvreté



47,9 %

Accès à l'eau potable



8,8 %

Mortalité infantile



35,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



14,4 %

Accès à l'électricité



24,9 %

Malnutrition infantile



41,2 %

Alphabétisation des adultes



100,2

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



58/100

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



43,1 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



58,3 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

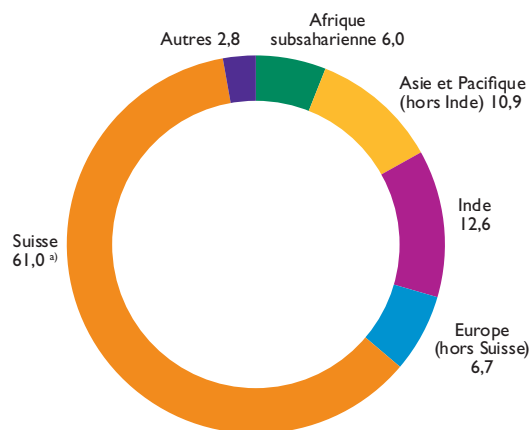
- **La crise de la Covid-19 devrait entraîner un ralentissement de la croissance économique du pays à 2,0 % en 2020, après 5,7 % en 2019.** L'impact de la crise devrait notamment être atténué par la mise en œuvre de politiques contracycliques et le dynamisme du secteur aurifère, soutenu par la hausse des cours. Les contraintes qui pèsent sur le système productif devraient donner lieu à une remontée des pressions inflationnistes, avec une hausse de 1,6 % du niveau général des prix attendue en 2020.
- Le Burkina Faso est confronté à de multiples défis. **La crise de la Covid-19 est venue s'ajouter aux fortes tensions sociales et à un climat sécuritaire très tendu à l'origine d'un million de déplacés internes.** Ce contexte pèse sur les capacités productives et l'accès aux denrées alimentaires, et plonge le pays dans une grave crise humanitaire.
- **Le Burkina Faso bénéficie depuis mars 2018 d'un accord triennal du Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité élargie de crédit (108,36 millions de droits de tirage spéciaux) qui arrive à échéance.** Lors des dernières revues par le conseil d'administration, la bonne mise en œuvre du programme, malgré les profondes difficultés auxquelles sont confrontées les autorités burkinabés, a été saluée. Ces dernières semblent souhaiter la conclusion d'un nouveau programme avec le FMI.
- Les élections présidentielles et législatives de novembre, qui se sont déroulées sans incident, ont donné **la victoire dès le premier tour au président sortant Roch Marc Christian Kaboré**, qui commence ainsi un second mandat de cinq ans.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie du Burkina Faso, pays à faible revenu, est l'une des plus dynamiques de l'UEMOA, mais reste fortement dépendante de la production de quelques matières premières, principalement l'or. Malgré un ralentissement de l'activité lors de la transition démocratique (2014-2015), le taux de croissance moyen du pays s'est établi à 6 % entre 2010 et 2019. Du côté de l'offre, cette performance a été essentiellement tirée par la bonne tenue de la production agricole, du coton en particulier, et le développement du secteur aurifère promu par le niveau très élevé des prix mondiaux. La production d'or du pays a été multipliée par plus de 100 depuis 2006 (Chambre des mines du Burkina), permettant au Burkina Faso de se hisser parmi les principaux producteurs d'Afrique. Du côté de la demande, l'activité a été soutenue par la consommation des ménages et les investissements publics. Ces derniers ont été encouragés notamment par la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020).

La faible diversification de la production va de pair avec une importante concentration sectorielle des exportations et une forte dépendance aux importations.

Destinations des exportations du Burkina Faso (2014-2018)
(en %, en moyenne sur 5 ans)



a) Principalement de l'or brut et semi-transformé.

Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

L'or et le coton représentent à eux seuls 80 % de la valeur des exportations du Burkina Faso, rendant l'économie burkinabé particulièrement vulnérable à l'évolution des prix internationaux, au réchauffement et aux aléas climatiques (le coton nécessitant une importante irrigation), et à la

situation sécuritaire (la plupart des mines d'or étant situées dans les zones de conflit ¹). Cette vulnérabilité est accentuée par la faible diversification géographique des exportations, dont environ les trois quarts sont destinées à la Suisse et à l'Inde, et directement liée à la concentration des exportations sur le plan des produits. Malgré son appartenance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Burkina Faso a très peu de relations commerciales avec ses partenaires régionaux. Les besoins du pays en biens d'équipement, en produits pétroliers et en produits alimentaires, que la production locale ne permet pas de satisfaire, pèsent sur la balance courante qui apparaît structurellement déficitaire (à hauteur de 5,5 % du PIB en moyenne de 2016 à 2019). En outre, sa dépendance aux hydrocarbures et son enclavement, qui nécessite l'acheminement par voies terrestres des marchandises déchargées aux ports de ses voisins, rendent les importations du pays particulièrement sensibles aux variations des prix du pétrole.

Dans un contexte de forte dégradation de la situation sécuritaire et de revendications persistantes dans la fonction publique, l'État ne parvient pas à rééquilibrer ses finances publiques. En dépit d'une tendance à l'amélioration de la mobilisation fiscale, le poste « salaires et traitements » absorbe toujours près de la moitié des recettes publiques, tandis que les dépenses de sécurité et de défense se sont accrues pour lutter contre la montée du terrorisme. Ces marges de manœuvre budgétaires très limitées ont contraint l'État burkinabé à prioriser ses dépenses en 2020 pour faire face à la crise de la Covid-19. Bien que le Burkina Faso ait l'un des taux de pression fiscale les plus élevés de l'UEMOA, ce dernier reste inférieur à la cible communautaire de 20 % et à l'objectif de 21 % que le gouvernement s'était fixé d'ici 2021. À ce propos, la Banque mondiale ² indique que les recettes fiscales du pays pourraient être encore significativement améliorées, notamment en élargissant l'assiette de la TVA (par une réduction des délais de remboursement des crédits de TVA), en développant les procédures de déclaration en ligne et en augmentant la contribution des sociétés informelles, dans le secteur minier en particulier.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Burkina Faso

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA(XOF) par kilogramme)

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Coton-graine	612,0	482,2	608,2
Prix d'achat aux producteurs	235	235	265
Mil et sorgho	2 194,1	3 118,9	2 892,8
Maïs	1 533,4	1 700,1	1 759,5
Riz paddy	325,6	350,4	366,0
Fonio	10,1	11,3	11,0
Arachides	334,3	329,8	385,6
	2017	2018	2019
Or (en tonnes)	46,4	52,6	47,9

Sources : BCEAO et administrations nationales.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

En hausse depuis 2016, le taux de croissance du PIB a diminué de 1,1 point de pourcentage en 2019, pour s'établir à 5,7 %, mais est resté l'un des plus élevés de l'UEMOA. L'économie du pays a été presque exclusivement tirée par le secteur tertiaire, qui a contribué à la croissance pour 4,8 points de pourcentage, en particulier par les activités de commerce et d'hôtellerie-restauration et le sous-secteur « banque, assurance et autres services financiers » (respectivement en augmentation d'environ 12 et 15 %). Le secteur primaire a été affecté par la baisse de la production agricole (mil et sorgho en particulier), tandis que dans l'industrie, le ralentissement de la production aurifère (fragilisée par les tensions terroristes dans le nord du pays) a été contrebalancé par la forte hausse des cours mondiaux (+ 10 % environ par rapport à 2018). Du point de vue de la demande, la croissance économique a été soutenue par la consommation publique (contribution de 2,2 points de pourcentage) et la variation de stocks (3,3 points de pourcentage), dans un contexte de ralentissement de la croissance de la demande intérieure privée.

¹ Suite à une attaque particulièrement meurtrière perpétrée en novembre 2019 contre des véhicules transportant des employés de la mine de Boungou, exploitée par la société canadienne Semafo, la mine a cessé ses activités pendant environ trois mois.

² Groupe de la Banque mondiale (2019), *Burkina Faso : Relever le défi de la mobilisation fiscale*, juin.

Malgré le faible niveau de propagation de la pandémie de Covid-19³ et les mesures contracycliques prises par le gouvernement, la croissance économique du pays devrait ralentir à 2,0 % en 2020. Rapidement après l'apparition des premiers cas en mars, les autorités burkinabés ont adopté des mesures drastiques pour tenter d'endiguer la propagation du coronavirus (instauration d'un couvre-feu, fermeture des écoles et des universités, fermeture des frontières terrestres et des vols commerciaux, etc.). Ces mesures, ajoutées au ralentissement des échanges commerciaux internationaux, des flux de capitaux et du tourisme, en lien avec la crise sanitaire, devraient fortement peser sur l'activité économique du pays à court et moyen terme. Toutefois, les dépenses contracycliques consenties par les autorités (aides aux petites et moyennes entreprises des secteurs touchés, transferts sociaux aux populations vulnérables) et la bonne tenue du secteur aurifère devraient permettre d'atténuer les effets de la crise sanitaire mondiale sur l'économie. Les pressions inflationnistes devraient, quant à elles, repartir à la hausse en raison des contraintes pesant sur la production et les circuits d'approvisionnement et de la baisse de la production de céréales au cours de la campagne 2019-2020. Elles devraient toutefois rester contenues eu égard à la diminution des cours du pétrole et à celle des tarifs de l'eau décidée par les autorités pour soutenir les populations les plus pauvres.

En 2019, le déficit de la balance des transactions courantes s'est accentué, représentant 4,9 % du PIB (contre 4,1 % en 2018). Tandis que les exportations de biens, soutenues par la hausse des cours de l'or, se sont améliorées en valeur (+ 4,8 %), le solde courant s'est dégradé, en lien avec la hausse des importations de biens intermédiaires et d'équipements dans le cadre de la poursuite des projets d'infrastructures. Selon le Fonds monétaire international (FMI), en 2020, l'amélioration des termes de l'échange (baisse des prix du pétrole et hausse des cours de l'or) et l'afflux d'aide publique devraient contrebalancer la chute des recettes touristiques provoquée par la crise, et donner lieu à une légère réduction du déficit courant.

Le déficit budgétaire est passé en 2019 sous le plafond communautaire de 3 %, mais la crise sanitaire devrait de nouveau le lui faire dépasser. Le déficit budgétaire global base engagements (dons compris) s'est contracté à 2,7 % du PIB en 2019 (après 4,2 % du PIB en 2018 et 6,8 % en 2017), sous l'effet conjugué de l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales, et du contrôle des dépenses

Activité économique et inflation au Burkina Faso

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	6,2	6,8	5,7	2,0
Inflation (en moyenne annuelle)	2,9	1,9	- 3,2	1,6

a) Prévisions.

Source : BCEAO.

publiques (la réduction des dépenses en capital ayant compensé la hausse des dépenses courantes). Toutefois, selon le FMI, le déficit public devrait à nouveau se creuser en 2020, sous l'effet notamment de la hausse des dépenses publiques (soutien financier au personnel soignant et aux agents du secteur public les plus exposés) et des difficultés de mobilisation des recettes en lien avec la crise sanitaire.

Pour financer les dépenses additionnelles non anticipées liées à la pandémie, le Burkina Faso a notamment bénéficié du soutien des institutions financières internationales. En avril 2020, il a reçu de la part du FMI un décaissement d'urgence de 115,3 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), soit 70 % de la quote-part du pays, ainsi qu'un financement de 21,15 millions de la Banque mondiale, dont la moitié sous forme de dons, par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA), et 54,6 millions de la Banque africaine de développement (BafD). En outre, en étant éligible au guichet de l'IDA, le Burkina Faso a également profité d'un allègement de sa dette contractée auprès du FMI dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC). Le pays a enfin obtenu du G20 un moratoire sur sa dette jusqu'à mi-2021, pour un montant équivalent à 25,9 millions de dollars à fin 2020. Selon la dernière analyse de viabilité de la dette (octobre 2020), le FMI estime que le Burkina Faso présente un risque modéré de surendettement et préconise un recours privilégié aux dons et aux prêts concessionnels.

Le secteur bancaire apparaissait globalement solide fin 2019, avec notamment une amélioration de la qualité des portefeuilles des établissements bancaires, le ratio de créances en souffrance brutes sur crédits bruts se situant à 7,6 % en 2019, après 8,2 % en 2018. En outre, les indicateurs de rentabilité, solvabilité et liquidité sont restés satisfaisants.

3 I 733 cas et 56 décès en septembre 2020 selon l'Organisation mondiale de la santé.

ENJEUX ET DÉFIS

À moyen terme, le Burkina Faso sera confronté à trois défis principaux : i) la gestion de l'insécurité et de ses conséquences humanitaires; ii) la réduction des inégalités et l'apaisement des contestations sociales; et iii) la diversification de ses productions.

Depuis plus de cinq ans, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader, plongeant le Burkina Faso dans une grave crise humanitaire, accentuée par les effets de la crise sanitaire. Les attaques terroristes, face auxquelles les forces armées burkinabés semblent démunies, frappent régulièrement le pays, en particulier les régions du nord et de l'est où l'état d'urgence y a été décrété depuis décembre 2018. Elles auraient fait près de 1 000 victimes et, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), plus de 1 million de déplacés internes (soit 5 % de la population). Ces personnes, contraintes de fuir leur village pour rejoindre des régions moins risquées, sont en situation de grande précarité : absence de logement, difficultés d'accès à l'eau, à la nourriture et aux besoins fondamentaux (santé, éducation). Les attaques djihadistes ont également conduit les rares services publics à abandonner les zones touchées, tandis que l'afflux de déplacés internes pèse sur les infrastructures et les ressources des principales villes d'accueil, notamment Kaya (centre-nord) ou Dori (Sahel). De plus, l'instabilité qui touche les régions du nord et de l'est, ainsi que la crise sanitaire, pèsent sur la production agricole et menacent la sécurité alimentaire du pays. Selon les Nations unies ⁴, on dénombrait en août 2020 3,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë au Burkina Faso, un chiffre qui aurait augmenté de 50 % depuis le mois de mars. La population manifeste régulièrement sa colère face à l'impuissance des forces armées à contenir le terrorisme, tandis qu'une loi adoptée en janvier 2020 entend s'appuyer sur le recrutement de civils pour défendre les villages, avec tous les risques d'abus et de dérives que cela pourrait impliquer.

Parallèlement, la persistance des inégalités continue de nourrir le mécontentement social d'une population qui ne semble pas profiter des retombées de la croissance économique. Depuis le début des années 2000, des progrès notables ont été réalisés en matière de capital humain, deuxième axe prioritaire défini par le PNDES. De plus, des mesures récentes ont été prises pour poursuivre cette dynamique, notamment la

gratuité de l'accès au soin pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans et le développement des infrastructures éducatives. Toutefois, classé 182^e sur 189 pays, le Burkina Faso présente l'un des niveaux de développement humain les plus faibles au monde. Deux études récentes (Agence française de développement [AFD] ⁵ et Oxfam ⁶) montrent que de fortes inégalités d'accès aux services sociaux de base (éducation et santé) persistent, quant au genre, au revenu ou au lieu de résidence (urbains vs ruraux). Le rapport d'Oxfam souligne également l'effet néfaste de la situation sécuritaire sur le niveau d'éducation, en raison notamment de la fermeture des établissements, de l'absentéisme des professeurs ou encore de la hausse des abandons scolaires. Enfin, une étude menée par la Banque mondiale montre que le système actuel de protection sociale, en particulier les subventions à l'énergie, ne profite pas aux plus pauvres et nécessite un meilleur ciblage.

L'économie burkinabé est fortement dépendante de la production et de l'exportation de quelques matières premières (essentiellement l'or et le coton), ce qui la rend très vulnérable et freine la création de valeur ajoutée. Les exportations aurifères n'ont cessé de croître en valeur, avec une croissance moyenne annuelle de 17 % entre 2016 et 2019, favorisée par la mise en production de nouvelles mines et la bonne tenue des cours mondiaux. Tel que mentionné dans le bilan du PNDES pour l'année 2019 ⁷, le développement du secteur minier a permis d'augmenter légèrement la part de l'industrie dans le PIB, à 21,3 % en 2019, contre 20,3 % en 2016 (tandis que celle du secteur primaire est passée de 21,7 % à 17,9 % sur la même période). Toutefois, des progrès significatifs en matière de transformation industrielle doivent encore être réalisés pour atteindre l'objectif de 12 % de valeur ajoutée manufacturière en 2020, fixé par le PNDES. De même, l'objectif de réduire la part des deux principales exportations, or et coton, à 63 % du total en 2019, tel qu'inscrit dans ce plan, est loin d'être atteint, cette part se situant toujours à 80 %.

4 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM) citant des données collectées par le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA).

5 Kobiane (J.-F.), Ouili (I.) et Guissou (S.) (2020), « État des lieux des inégalités multidimensionnelles au Burkina Faso », Papiers de recherche, n° 132, AFD, avril.

6 Oxfam (2019), *Sahel : lutter contre les inégalités pour répondre aux défis du développement et de la sécurité*, juillet.

7 Secrétariat permanent du PNDES (2020), *PNDES 2016-2020 – Rapport de performance de l'année 2019*, juillet.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Lancé en 2016, le PNDES, d'un montant évalué à 15400 milliards de francs CFA, avait pour objectif d'accélérer la transformation structurelle de l'économie et d'encourager une croissance forte et inclusive.

Alors que le programme touche à sa fin, le bilan apparaît plutôt mitigé, en particulier concernant la transformation de l'économie. Des avancées ont été réalisées dans le domaine du capital humain (gratuité des soins pour les moins de cinq ans, augmentation du personnel médical et des enseignants, etc.), des infrastructures de transport, de l'accès à l'énergie et à l'Internet à haut débit, tandis que les progrès réalisés en matière de diversification et de transformation structurelle de l'économie semblent plus limités. Ainsi, tel que mentionné dans le bilan du programme, les autorités entendent poursuivre leurs efforts dans ce domaine, avec notamment : la création de deux zones industrielles (Ouaga et Bobo-Dioulasso), la construction d'une unité de transformation de l'anacarde, de plusieurs usines de transformation de coton, ou encore le projet de création d'une zone industrielle de 100 hectares à Samendéni.

Plusieurs projets ont également été initiés en 2020 pour faire face à la progression de l'insécurité alimentaire dans le pays. En juin 2020, un Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à

l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) a ainsi été lancé, dans le but de soutenir la production agricole et d'assurer la satisfaction des besoins alimentaires et en eau potable des plus vulnérables. En outre, le Projet d'appui à la promotion des filières agricoles (PAPFA) vise, depuis 2020, à renforcer la sécurité alimentaire en soutenant notamment les filières du riz et du sésame.

Enfin, la mise en œuvre de plusieurs projets de développement se poursuit, parmi lesquels le Projet d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation (PAAQE), qui met l'accent sur l'enseignement préscolaire et secondaire, ou encore le plan d'énergie solaire baptisé « Yeleen » qui vise à atteindre une production de 50 MWc d'énergie ⁸ à partir de l'installation de quatre centrales solaires (dont la principale sera située à Ouagadougou). La plupart de ces projets sont financés conjointement par le pays et des institutions internationales (Banque mondiale, Nations unies, BAfD, etc.), des bailleurs publics (l'AFD notamment), ou encore des institutions intergouvernementales de financement du développement (le Fonds de l'OPEP pour le développement international par exemple).

⁸ Cela correspond à la production d'énergie maximale obtenue dans des conditions considérées comme « standard » (avec essentiellement un ensoleillement de 100 watts/m², une température de 25 °C et un ciel dégagé).

ANNEXE

Burkina Faso – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	10 009,7	10 915,9	11 860,6	12 663,0
PIB nominal	7 598,7	8 227,9	8 990,6	9 514,4
Importations de biens et services	2 411,0	2 688,1	2 870,0	3 148,6
Emplois	10 009,7	10 915,9	11 860,6	12 663,0
Consommation finale	6 485,7	6 780,3	7 323,8	7 636,5
Publique	1 255,4	1 370,0	1 548,4	1 689,0
Privée	5 230,3	5 410,4	5 775,4	5 947,5
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 584,8	1 969,1	2 031,0	2 396,5
Exportations de biens et services	1 939,2	2 166,5	2 505,8	2 630,0
Épargne intérieure brute	1 113,1	1 447,5	1 666,9	1 877,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 471,7	- 521,6	- 364,1	- 518,6
Taux d'investissement (en % du PIB)	20,9	23,9	22,6	25,2
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,0	6,2	6,8	5,7
Déflateur du PIB	2,5	2,0	2,4	0,1
Prix à la consommation, en moyenne	- 0,2	2,9	1,9	- 3,2

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes et dons	1 410,7	1 583,6	1 746,0	1 932,0
Recettes budgétaires	1 230,5	1 389,3	1 530,9	1 797,7
Recettes fiscales	1 075,4	1 238,2	1 354,3	1 474,9
Recettes non fiscales	155,1	151,0	176,6	322,8
Dons	180,2	194,3	215,1	134,3
Dépenses et prêts nets	1 636,4	2 146,5	2 127,6	2 184,4
Dépenses totales	1 645,1	2 150,0	2 137,7	2 208,3
Dépenses courantes	1 118,7	1 318,7	1 383,4	1 651,5
Traitements et salaires	554,5	618,0	705,1	844,4
Autres dépenses courantes	498,9	631,2	581,0	690,0
Intérêts	65,3	69,5	97,2	117,1
Sur la dette intérieure	48,5	49,4	74,1	95,6
Sur la dette extérieure	16,8	20,2	23,1	21,5
Dépenses en capital	526,4	831,3	754,3	556,8
Sur ressources intérieures	338,6	570,4	447,0	419,0
Sur ressources extérieures	187,8	261,0	307,4	137,8
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	- 8,7	- 3,5	- 10,1	- 23,8
Solde global base engagements (hors dons)	- 406,0	- 757,2	- 596,7	- 386,7
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 225,8	- 562,9	- 381,7	- 252,5
Solde primaire de base ^{b)}	- 161,5	- 430,3	- 202,2	- 155,7
Ajustement base caisse	41,3	46,3	- 74,8	47,3
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	0,0	46,3	0,0	0,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 364,7	- 710,9	- 671,5	- 339,4
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 184,5	- 516,6	- 456,4	- 205,2
Financement	183,3	511,1	448,6	201,2
Financement intérieur net	77,6	436,8	372,7	104,0
Bancaire	- 60,1	108,3	142,3	19,8
Non bancaire	137,7	328,5	230,4	84,2
Financement extérieur net	105,7	74,3	75,9	97,2
Ajustement statistique	1,1	5,6	7,8	4,0
Dette publique	2 497,0	2 745,9	3 366,5	3 881,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	16,2	16,9	17,0	18,9
Dépenses courantes	14,7	16,0	15,4	17,4
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 3,0	- 6,8	- 4,2	- 2,7
Dette publique	32,9	33,4	37,4	40,8

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 462,4	- 520,4	- 369,3	- 465,9
1 - Biens et services	- 471,7	- 521,6	- 364,1	- 518,6
Balance des biens	- 0,4	- 3,1	161,1	57,6
Exportations de biens FOB	1 676,4	1 887,3	2 196,4	2 301,9
dont : or	1 091,8	1 278,4	1 492,5	1 620,8
coton	198,4	253,3	250,4	232,6
anacarde	51,2	95,8	94,8	110,0
zinc	67,1	99,7	117,1	92,6
Importations de biens FOB	- 1 676,7	- 1 890,4	- 2 035,2	- 2 244,4
Importations de biens CAF	- 1 983,5	- 2 267,1	- 2 436,0	- 2 682,7
dont : biens d'équipement	- 534,6	- 598,7	- 820,7	- 891,4
produits pétroliers	- 425,7	- 478,9	- 420,5	- 393,0
produits alimentaires	- 175,6	- 178,4	- 182,5	- 193,5
Balance des services	- 471,4	- 518,5	- 525,3	- 576,2
dont fret et assurances	- 306,8	- 376,7	- 400,7	- 438,3
2 - Revenus primaires	- 231,8	- 230,4	- 267,0	- 210,8
dont intérêts sur la dette	- 16,8	- 20,2	- 53,5	- 24,7
3 - Revenus secondaires	241,1	231,5	261,8	263,6
Administrations publiques	111,0	100,0	123,3	119,8
dont aides budgétaires	81,2	81,2	92,7	99,2
Autres secteurs	130,1	131,5	138,5	143,7
dont transferts de fonds des migrants	218,1	221,3	230,2	240,4
b - Compte de capital	150,1	172,8	175,8	220,2
c - Compte financier	- 554,9	- 599,1	- 313,2	- 310,7
Investissements directs	- 201,6	4,5	- 111,5	- 102,6
Investissements de portefeuille	- 7,9	- 112,4	- 150,2	- 104,8
Autres investissements	- 345,4	- 491,2	- 51,5	- 103,2
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 3,3	- 4,5	1,2	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	239,4	247,0	121,0	65,0
Taux de couverture ^{a)}	80,4	80,6	87,3	83,5
Solde courant (en % du PIB)	- 6,1	- 6,3	- 4,1	- 4,9
Solde global (en % du PIB)	3,2	3,0	1,3	0,8

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	262	1 299	1 265	1 355
Moyen terme	1 075	1 413	1 466	1 695
Long terme	61	81	76	86
Total	1 399	2 793	2 807	3 135

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	726	693	691	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 291	1 112	1 143
Opérations avec la clientèle	2 634	2 885	3 221	Opérations avec la clientèle	3 285	3 526	3 874
Opérations sur titres et diverses	1 624	1 502	1 649	Opérations sur titres et diverses	150	156	174
Valeurs immobilisées	167	187	202	Provisions, fonds propres et assimilés	425	474	573
Total	5 151	5 268	5 764	Total	5 151	5 268	5 764

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	588	711	505
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	11	13
Produits sur opérations avec la clientèle	219	239	259
Produits sur opérations sur titres et diverses	90	94	97
Produits sur opérations de change	253	344	114
Produits sur opérations hors bilan	9	13	12
Produits sur prestations de services financiers	6	8	8
Autres produits d'exploitation bancaire	2	2	3
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	0	-1
2. Charges bancaires	374	472	241
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	45	38	39
Charges sur opérations avec la clientèle	84	99	100
Charges sur opérations sur titres et diverses	3	2	2
Charges sur fonds propres et assimilés	0	1	1
Charges sur opération de change	237	326	93
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	3	3	3
Autres charges d'exploitation bancaire	1	2	2
3. Produit net bancaire (1 - 2)	213	239	264
4. Produits accessoires nets	11	7	7
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	224	246	272
6. Frais généraux	108	122	127
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	14	14	14
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	103	110	131
9. Provisions nettes sur risques	27	41	56
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	76	69	75
12. Résultat exceptionnel net	1	1	12
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôt sur les bénéfices	5	10	10
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	72	61	78

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation ((frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	57,0	57,0	53,5
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	17,1	12,9	13,6
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	34,0	25,5	29,5
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	9,0	8,2	7,6
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	5,2	3,2	2,5
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	44,2	63,1	68,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	12,2	12,1	13,8
Rapport de liquidité	94,2	123,5	115,2

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier I (FPB (TI))	100,0	100,0
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity</i> Tier I) ($\geq 5,625\%$)	100,0	100,0
Ratio de fonds propres de base (TI) ($\geq 6,625\%$)	100,0	93,8
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625\%$)	100,0	93,8
Norme de division des risques ($\leq 65\%$)	80,0	81,3
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	93,3	100,0
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100,0	75,0
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ($\leq 15\%$ FPB (TI))	100,0	100,0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100,0	100,0
Limite sur les immobilisations hors exploitation ($< 15\%$ FPB (TI))	93,3	93,8
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ($< 100\%$ FPB (TI))	100,0	100,0
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ($< 20\%$ FPE)	100,0	100,0
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ($\geq 50\%$)	93,3	93,8
Coefficient de liquidité ($\geq 50\%$)	93,3	87,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.